

65^e Année — N° 48
Le Numéro
10 CENTIMES
BUREAUX
ET RÉDACTION:
ROUBAIX, Grande-Rue, 71
TOURCOING, rue Carpent, 33
ABONNEMENTS 3 ans 100 fr. franc

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

65^e Année — N° 48
MARDI
17
Février 1920
Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, ROUBAIX
33, rue Carnot, TOURCOING

M. POINCARÉ A VERDUN

LA QUESTION DE LA LIVRAISON DES COUPABLES

LA NOTE REMISE PAR LES ALLIÉS AU GOUVERNEMENT ALLEMAND

Paris, 16 février. — Voici le texte de la note qui a été remise au gouvernement allemand par la question de la livraison des coupables.

Les Alliés ont examiné attentivement la communication qui a été adressée le 25 janvier 1920 par le Gouvernement allemand pour exposer les conséquences politiques qu'entraîneraient les propositions de l'Allemagne. Elles se sont prononcées sur le fond et sur la forme. Elles ont constaté que l'Allemagne se déclare hors d'état d'exécuter les obligations résultant pour elle des articles 228 et 230 du Traité de Versailles.

Les Alliés prennent acte des déclarations faites par le Gouvernement allemand, qui est prêt à ouvrir, sans délai, devant la Cour suprême des Puissances alliées, un procès pour violation des obligations résultant pour elle des articles 228 et 230 du Traité de Versailles. Elles se réservent, du droit que leur donne le traité.

Les Alliés prennent acte des déclarations faites par le Gouvernement allemand, qui est prêt à ouvrir, sans délai, devant la Cour suprême des Puissances alliées, un procès pour violation des obligations résultant pour elle des articles 228 et 230 du Traité de Versailles.

Les Alliés prennent acte des déclarations faites par le Gouvernement allemand, qui est prêt à ouvrir, sans délai, devant la Cour suprême des Puissances alliées, un procès pour violation des obligations résultant pour elle des articles 228 et 230 du Traité de Versailles.

LE SORT DE L'EX-KAISER

Paris, 16 février. — Le texte de la réponse du Conseil suprême des Alliés à la Hollande au sujet de l'extradition de Guillaume II contient les passages suivants:

Les sacrifices immenses faits par les puissances pendant la guerre dans l'intérêt général leur donnent droit de réclamer les coupables de la guerre. Les puissances alliées ont le droit de réclamer les coupables de la guerre. Les puissances alliées ont le droit de réclamer les coupables de la guerre.

INFORMATIONS

Le signalé plusieurs cas d'inséparabilité métrique dans la région de Bordeaux.

LA CATHÉDRALE DE STRASBOURG

La cathédrale de Strasbourg étant menacée d'une destruction soudaine par suite du mauvais état de la tour de 142 mètres, on procède actuellement à d'importants travaux de réparation des assises de cette tour. On espère qu'ils seront achevés dans trois ans.

LE PRODUIT EN JANVIER DE L'ÉMISSION DES BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le produit de l'émission des Bons de la Défense Nationale et des Bons du Trésor pendant le mois de janvier, s'est élevé, déduction faite des remboursements et remboursements, à 1.786.000.000 de francs.

L'AFFAIRE CAILLAUX

Les pièces du dossier. Un nouveau document. M. Caillaux se disculpe.

Le « Matin » publie un nouveau document du dossier Caillaux, lequel est un rapport de M. de Launay, en date du 2 avril 1913 à une note de la Wilhelmstrasse lui demandant s'il connaissait Alphonse Lenoir, lequel venait de proposer à l'ambassadeur allemand à Berlin, par l'entremise de son fils, l'achat d'importants journaux français.

LES QUOTIDIENNES LA BRÈCHE

Qu'on le veuille ou non, une brèche est faite dans le Traité de Versailles. Appelée-la, si vous voulez, « concession », « concession », « modification », il n'en reste pas moins vrai que c'est une brèche qui s'élargira sans doute tous les jours davantage et par laquelle les clauses les plus importantes pourront s'échapper une à une.

M. WILSON & M. LANSING

GRAVE DÉSACCORD L'ÉMOTION A WASHINGTON

L'intense émotion causée par le coup de théâtre de la démission forcée de M. Lansing ne cesse pas de croître dans les milieux politiques et diplomatiques à Washington.

LES POINTS DE DÉSACCORD

Les points de désaccord entre le Président et le Ministre des Affaires étrangères sont nombreux. M. Lansing aurait, sans en référer à M. Wilson, repoussé la mission américaine de Paris; ordonné aux troupes américaines de quitter la Sibirie; insisté sur l'importance de l'Amérique à coopérer avec les Alliés pour faire respecter le traité avant que la ratification ne soit définitive; insisté également pour que l'on soutienne une politique violente au Mexique, envoyant un ultimatum à Carranza, ultimatum que l'on fut forcé de retirer par la suite.

LE CERVEAU DU MALADE

On mande de Chicago à la « Chicago Tribune »: « Basant son opinion sur la déclaration qu'il n'a pas été contredit par le docteur Hugh Young, médecin de M. Wilson, à savoir que le Président souffrait d'une paralysie affectant le bras et la jambe gauches, le docteur Arthur Dean Bevan, ancien président de l'Association des médecins américains, déclare que son cerveau est touché d'une façon permanente, bien qu'il recouvre peu à peu l'usage de ses membres. Il dit que la tension résultant de la responsabilité que lui imposent ses fonctions présidentielles pourrait avoir une issue fatale. »

LA VILLE DE VERDUN

reçoit la visite de M. Poincaré

CHALEUREUSE RÉCEPTION. — LES ACCLAMATIONS DE LA FOULE. — HOMMAGE AUX MORTS. — LA REMISE DE LA CROIX DE GUERRE. — ÉMOUVANT DISCOURS. LE CHEF DE L'ÉTAT SE REND A LA CATHÉDRALE. LE RETOUR A PARIS

Verdun, 16 février. — Le train présidentiel est resté en gare pendant la nuit à Etain. Le Président de la République tint avant son départ pour Verdun à parcourir les rues de cette petite ville qui, en 1914, comptait 3.000 âmes mais qui n'est plus aujourd'hui qu'un amas de ruines. Il est vrai que l'administration a fait un centre de reconstruction.

Le Président de la République quitte à 9 h. 15 son wagon en gare de Verdun. Verdun est déjà titulaire de la Croix de la Légion d'honneur, de la Croix de St-Georges de Russie, de la Military Cross Britannique, de la Médaille de la Valeur Militaire d'Italie, de la Croix de Léopold I^{er} de Belgique, de la Médaille du Montenegro, d'un sabre d'honneur décerné par le Japon, d'un sabre d'honneur décerné par le gouvernement français.

Le Président de la République lui apporte aujourd'hui la Croix de guerre. Il y a lieu de faire remarquer que la Légion d'honneur de la Légion d'honneur décernée à la ville entraine déjà automatiquement la Croix de guerre pour le bison de Verdun; c'est une nouvelle palme avec félicitation spéciale que le Président apporte aujourd'hui à celles qu'a méritées la ville.

HOMMAGE AUX MORTS

Le cortège présidentiel se rend au cimetière militaire du Faubourg Pavé. Le premier garde du corps de la République dans la ville où se sacrifièrent le plus de Français pour sauver la Patrie, est un hommage aux morts. M. Poincaré dépose une palme au pied de la grande croix élevée au centre du cimetière où sont déjà accrochées des centaines de couronnes.

LA RÉCEPTION OFFICIELLE

M. Poincaré traverse à midi la cité lilloise jusqu'au Couvent de Buzignies où le Maire lui présente les autorités.

M. Poincaré prononce alors son discours. Il rappelle d'abord que le 14 septembre 1916 Verdun a été l'objet d'une magnifique distribution de la Légion d'honneur, de la Croix de St-Georges de Russie, de la Médaille de la Valeur Militaire d'Italie, de la Croix de Léopold I^{er} de Belgique, de la Médaille du Montenegro, d'un sabre d'honneur décerné par le Japon, d'un sabre d'honneur décerné par le gouvernement français.

LE DÉPART

M. Poincaré prononce jusqu'à la Matinée pour aller déjeuner à l'Hôtel de Ville. Les Verdunois acclament joyeusement leur grand citoyen. M. Poincaré quitte la Mairie à 12 h. 15. Les habitants marchent derrière les polites et acclament, de toutes leurs forces, le chef de l'Etat. Les cris de: « Vive Poincaré! Vive la France! » accompagnent le Président jusqu'à la gare où il se rend à midi.

LES CHAMBRES DE COMMERCE

Paris, 16 février. — L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et d'Algérie s'est tenue aujourd'hui à Paris. Plus de 100 Chambres de commerce y étaient représentées.

LA POLITIQUE DOUANIERE DU GOUVERNEMENT

L'accroissement de notre production et de notre exportation

Paris, 16 février. — La Commission des douanes de la Chambre de Commerce, qui lui a donné des indications générales sur la politique douanière du gouvernement. Il a insisté sur la nécessité où nous nous trouvons, de poursuivre avec prudence, la réalisation des accords à intervenir avec les nations alliées, neutres ou ennemies, et plus spécialement avec les nations nouvellement créées.

UN NAVIRE EN FEU

Paris, 16 février. — Le paquebot « Ville d'Alger », capitaine Rebours, de la Compagnie Harraise Péninsulaire, parti de Le Réunion le 1^{er} février dernier, avec 91 passagers, 50 hommes d'équipage et un chargement de rhum et de sucre.

LES GRÈVES

Les Employés de banque Les grèves de la situation aucun changement.

LA REPRISE DU TRAVAIL

DANS LES BANQUES, A PARIS Un incident à la Société Générale

En conformité de la résolution votée, samedi, au meeting de la rue Grange-aux-Belles, environ 3.000 employés de la Société Générale se sont présentés, lundi matin, à 8 h. 1/2, à la succursale de l'avenue Kléber pour reprendre le travail.

Les grèves de la situation aucun changement.

LES MARINS PECHEURS DE BOULOGNE

Tous les équipages de pêcheurs, marins pêcheurs, charbonniers, souteurs, se sont mis en grève à Boulogne.

Le II^e Congrès du Bâtiment et des Travaux publics

Une explication de la diminution de 8 milliards sur les prévisions de dépenses pour les pays dévastés.

Le projet d'une manifestation en l'honneur du bâtonnier de Bruxelles

Paris, 16 février. — On sait qu'une manifestation a été organisée par des parlementaires français en l'honneur du bâtonnier de Bruxelles, M. Théodor, pour ce qui est de la haute personnalité de ce magistrat belge.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

La limitation des élections partielles

Paris, 16 février. — La Commission sénatoriale de la réforme électorale, réunie sous la présidence de M. Maillart, a examiné la proposition relative à la limitation des élections partielles. Le texte voté par la Chambre était ainsi conçu:

Le retour de M. Poincaré à Paris

Paris, 16 février. — Le Président de la République est rentré, à 19 h. 15, à Paris. M. Poincaré a été salué, à la Gare de l'Est, par M. Millerand, président du Conseil; M. Trochu, ministre des Travaux publics; M. Audaud, préfet de la Seine; et M. Baux, préfet de police.

LA LIQUIDATION DES STOCKS AMÉRICAINS

Paris, 16 février. — Après avoir consacré une partie de la semaine à l'organisation des services de l'Administration centrale, de la liquidation des stocks, M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat aux finances, a décidé de faire opérer des visites inopinées, des enquêtes et des vérifications dans les principaux camps où sont accumulés les stocks américains.

DERNIÈRE HEURE

La Journée du Mardi 17 Février au Sénat

Le message de M. Poincaré. — Les élections sénatoriales de la Meuse. — Les débats de l'affaire Caillaux

Paris, 16 février. — Demain à 3 heures, le Sénat tiendra une séance pour entendre la lecture du message de remerciements de M. Poincaré, qui ne sera pas faite par M. Lhopiteau, Garde des Sceaux.

Les formalités de l'appel, du rappel, la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, prendront bien trois heures et ce sera tout pour cette première réunion.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le point de vue du premier ministre belge, M. Delcroix

Bruxelles, 16 février. — M. Delcroix, premier ministre, retour de Londres, a déclaré que l'on veut maintenir strictement le traité et que l'on doit comprendre que, dans la réalisation d'une œuvre de cette importance, les difficultés d'application peuvent surgir pour les gouvernements alliés. Il faut voir si l'Allemagne est, oui ou non, de bonne foi, si elle a des difficultés réelles, ou si elle ne fait que chercher des prétextes pour éluder ses obligations.

LES CHAMBRES DE COMMERCE

Paris, 16 février. — L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et d'Algérie s'est tenue aujourd'hui à Paris. Plus de 100 Chambres de commerce y étaient représentées.

LA POLITIQUE DOUANIERE DU GOUVERNEMENT

L'accroissement de notre production et de notre exportation

Paris, 16 février. — La Commission des douanes de la Chambre de Commerce, qui lui a donné des indications générales sur la politique douanière du gouvernement. Il a insisté sur la nécessité où nous nous trouvons, de poursuivre avec prudence, la réalisation des accords à intervenir avec les nations alliées, neutres ou ennemies, et plus spécialement avec les nations nouvellement créées.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

La limitation des élections partielles

Paris, 16 février. — La Commission sénatoriale de la réforme électorale, réunie sous la présidence de M. Maillart, a examiné la proposition relative à la limitation des élections partielles. Le texte voté par la Chambre était ainsi conçu:

Le retour de M. Poincaré à Paris

Paris, 16 février. — Le Président de la République est rentré, à 19 h. 15, à Paris. M. Poincaré a été salué, à la Gare de l'Est, par M. Millerand, président du Conseil; M. Trochu, ministre des Travaux publics; M. Audaud, préfet de la Seine; et M. Baux, préfet de police.

LES CHAMBRES DE COMMERCE

Paris, 16 février. — L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et d'Algérie s'est tenue aujourd'hui à Paris. Plus de 100 Chambres de commerce y étaient représentées.

LA POLITIQUE DOUANIERE DU GOUVERNEMENT

L'accroissement de notre production et de notre exportation

Paris, 16 février. — La Commission des douanes de la Chambre de Commerce, qui lui a donné des indications générales sur la politique douanière du gouvernement. Il a insisté sur la nécessité où nous nous trouvons, de poursuivre avec prudence, la réalisation des accords à intervenir avec les nations alliées, neutres ou ennemies, et plus spécialement avec les nations nouvellement créées.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

La limitation des élections partielles

Paris, 16 février. — La Commission sénatoriale de la réforme électorale, réunie sous la présidence de M. Maillart, a examiné la proposition relative à la limitation des élections partielles. Le texte voté par la Chambre était ainsi conçu:

Le retour de M. Poincaré à Paris

Paris, 16 février. — Le Président de la République est rentré, à 19 h. 15, à Paris. M. Poincaré a été salué, à la Gare de l'Est, par M. Millerand, président du Conseil; M. Trochu, ministre des Travaux publics; M. Audaud, préfet de la Seine; et M. Baux, préfet de police.